

Points de vue pour le CNC du 8 décembre 2012

Le premier texte ci-après est publié dans l'e-mensuel *Regards* de décembre ; le second est une réflexion personnelle, rédigée il y a deux mois.

1. Politique française : ça dépote !

La politique française se restructure, à grande vitesse. Quelles que soient les péripéties de l'UMP et les espoirs de l'UDI centriste, la droite continue de se radicaliser en son cœur, autour d'un projet combinant l'ultralibéralisme économique et l'autoritarisme sécuritaire, largement inspiré par la composante extrême du Front national. Quant au socialisme français, il semble prêt à s'engager ouvertement dans la voie d'un social-libéralisme jusqu'alors repoussé.

Ce n'est certes pas la première fois que la social-démocratie française se livre à un recentrage de son action. Mais, jusqu'à ce jour, elle s'était toujours refusée à lui donner la cohérence d'un projet. En Europe, le modèle de la social-démocratie acceptant les normes économiques fondamentales du capital est resté longtemps celui du socialisme allemand. En 1959, au congrès de Bad Godesberg, la social-démocratie décida de renoncer à la référence historique qu'elle faisait au marxisme et se fixa sur une formule destinée à faire florès : « le marché autant que possible, l'intervention publique autant que nécessaire ».

Dans le discours, le socialisme français s'est longtemps attaché à refuser officiellement ce modèle. Au début des années 1970, le socialisme mitterrandien affichait un anticapitalisme qui l'opposait aux social-démocraties d'Europe du Nord. En 1997, encore, Lionel Jospin récusait vivement le social-libéralisme de Tony Blair et de Gerhard Schröder, arguant de son dédain d'une « société de marché ». Or, pour la plupart des observateurs, François Hollande est désormais infiniment plus proche du social-libéralisme allemand ou britannique que du « Changer la vie » socialiste de 1972.

Les primaires organisées par le Parti socialiste il y a quelques mois ont, il est vrai, figé le jeu dès le départ. La candidature de François Hollande s'opposait à deux candidatures réputées plus à gauche (Arnaud Montebourg et Martine Aubry), Manuel Valls occupant alors la fonction du faire-valoir négatif à droite. Ce déséquilibre initial poussait *de facto* Hollande vers le centre et suggérait, à mots couverts, qu'il n'y avait pas d'alternative à l'acceptation fondamentale des « forces obscures du marché ». Mais la pression exercée par sa gauche et, davantage encore, l'entrain du Front de gauche obligeaient le candidat « central » à préserver prudemment la tonalité « gauche » du discours officiel (c'est l'équilibre de son discours inaugural du Bourget). « Normal » : une façon ramassée de dire « pas trop à gauche, pas trop à droite »... Une fois au sommet de l'État, la vivacité de la crise aidant, les prudences discursives sont renvoyées au vestiaire. Et plus question de disserter, comme le malheureux Jospin, sur le « oui à l'économie de marché, non à la société de marché ». François Hollande a finalement assimilé la conviction que, en pratique, l'une ne va pas sans l'autre.

Ce n'est pas une bonne nouvelle. D'abord parce que le choix de la double réduction des déficits et du coût du travail est économiquement irréaliste et socialement désastreux. Ensuite parce que l'échec de la gauche « molle » risque davantage de déboucher sur la victoire d'une droite « dure » que sur l'affirmation majoritaire d'une gauche « radicale ». En bref, le plus redoutable serait que la capitulation débouche sur une contre-révolution, davantage que sur une insurrection.

Ce scénario est-il évitable ? Sur le papier, oui. Des luttes, partielles ou plus globales, un effort collectif pour formuler et promouvoir une méthode et un projet alternatifs et un regroupement suffisamment

large de forces critiques et alternatives : l'énoncé général des exigences n'est pas si compliqué. Mais si le choix de ce regroupement est le seul pertinent, il exclut tout ce qui pourrait l'empêcher ou le retarder. Pas question, par exemple, d'imaginer qu'il pourrait provenir du « ralliement » progressif, au Front de gauche, des forces qui en sont pour l'instant écartées. Extrême gauche, socialistes de gauche, écologistes : nul ne devrait être tenu de se rallier à qui que ce soit. Nul n'a à battre sa coulpe, ni sur des choix tactiques à l'intérieur d'une organisation (la gauche socialiste), ni sur ses anathèmes passés (le NPA), ni sur ses tactiques législatives ou même ses choix européens récents (les écologistes). Tout individu, toute force qui s'écarte désormais de l'option sociale-libérale a vocation à faire partie d'une majorité de gauche à venir.

Le choix des sommets de l'État n'est pas sans conséquence pour toute la gauche. Dès l'instant où la cohérence gouvernementale est tirée officiellement dans une direction sociale-libérale, le temps n'est plus au « ni oui ni non ». L'abstention n'est plus de mise et la seule réponse lisible est le non. Mais, pour que ce non devienne une évidence à gauche, et pour qu'il ne fasse pas le jeu d'une droite agressive et aux aguets, ce qui compte désormais est la manière de dire non. Ou plutôt, elle est dans la manière de faire comprendre que le non a un seul objectif : éviter que, une nouvelle fois, la capitulation sociale-démocrate ne débouche sur une démoralisation populaire accentuée, ouvrant un boulevard à une contre-révolution libérale-sécuritaire.

Pour une gauche digne de ce nom, il y a aujourd'hui une double impasse : une obsession du refus qui peut porter à la solitude ; une prudence dans la critique qui brouille la clarté de tout message. La surenchère antisocialiste est sans effet ; l'indulgence pour les choix du parti majoritaire est une faute... Mettre en garde les gouvernants contre les conséquences de leurs choix, le faire au Parlement ou dans la rue est sans doute une nécessité. Cela pourrait toutefois être de piètre efficacité face à une logique installée, qui a toutes les chances de se peaufiner. Créer en revanche les conditions d'une majorité de rechange à venir, faire montre en ce sens de la plus grande ouverture, du sens le plus aigu de la tolérance et de la mesure, voilà qui devient la clé, auprès de tout ce qui est à gauche et qui ne se reconnaît pas dans l'orientation officielle. Que le Front de gauche ait à son actif l'antériorité de ses choix est à son honneur ; son utilité sera jugée toutefois à l'aune seule de sa capacité à rassembler sans exclusive. Et, pour cela, de sa capacité à innover dans la désignation d'une alternative de société. Il n'y a pas de raccourci qui permettrait de faire l'économie de cette voie.

2. Front de gauche : que doit-il devenir ?

Le Front de gauche est installé. Il a sa capacité de mobilisation, qu'ont montrée les manifestations et rassemblements de la présidentielle, qu'a confirmée la manifestation récente contre le traité européen. Il a son potentiel d'influence à court terme, qui se situe du côté des bons sondages présidentiels (sensiblement plus de 15 %). Il a en même temps son niveau d'influence immédiat, non pas potentiel, mais réel : entre 7 % et 11 %.

La preuve du pudding, dit-on, est qu'on le mange. Après une trop longue période d'éparpillement, l'expérience du Front a permis de faire converger des forces qui s'étaient malencontreusement ignorées. Les bons résultats de 2012 montrent que c'est la bonne voie : la leçon est entendue et des forces organisées nouvelles viennent s'agréger au trio initial. Mais si la convergence acceptée des forces organisées était la condition initiale (l'accumulation primitive pourrait-on dire...), elle ne suffit pas pour passer du niveau « réel » au niveau « potentiel ». Disons-le autrement : si le Front de gauche reste un simple cartel, s'il ne parvient pas à rassembler bien d'autres sensibilités, d'autres pratiques, d'autres cultures, d'autres rapports au monde, il ne parviendra pas à casser l'hégémonie des courants d'adaptation au système.

Pour avancer, il ne sert à rien de se cacher la difficulté : elle se gère ; elle ne se contourne pas. Elle peut s'exprimer de façon simple. Certaines des forces décisives du Front de gauche ont décidé de concilier l'existence du Front et le maintien de leur identité partisane ; non seulement elles ne souhaitent pas aller vers une seule formation partisane, mais elles redoutent tout ce qui, peu ou prou, conduirait à faire du Front de gauche un parti politique. En sens inverse, de nombreuses forces plus modestes et, plus encore, de nombreux individus sont attachés au Front mais n'entendent en aucune façon rejoindre l'une des formations existantes, voire même toute organisation qui ne serait pas le rassemblement lui-même.

Chacun peut choisir l'une ou l'autre de ces attitudes : pour ce qui me concerne, je suis aujourd'hui davantage tenté par la seconde. Mais aucune de ces deux hypothèses n'est plus légitime que l'autre. Tout ce qui donnerait l'impression, aux militants politiques organisés, qu'on veut les tirer vers ce qu'ils ne veulent pas serait contradictoire avec les exigences d'un rassemblement dynamique : celui-ci ne peut se nourrir de la défiance à l'égard de quelque parti que ce soit. En revanche, tout ce qui laisserait l'impression, aux individus non « encartés », qu'ils ne sont qu'une masse de manœuvre, appliquant des décisions prises en dehors d'eux, priverait le rassemblement d'une part majeure de sa sève.

Je pense donc qu'il vaut mieux partir d'une double conviction : le statu quo organisationnel du Front de gauche n'est pas possible ; il faut bouger vers quelque chose qui serait bien plus qu'un cartel et bien moins qu'un parti. Pour avancer dans cette direction, je ne vois pas comment faire autrement que de reconnaître ouvertement le caractère mixte ou métissé du Front de gauche : il est une coalition de forces organisées, dont aucune ne doit se sentir contrainte de se dissoudre dans le grand tout ; il est une structure d'accueil d'individus qui se fédèrent à partir d'un cadre local ou thématique. Cette double réalité a droit à la reconnaissance. Cela signifie que l'on ne peut persister dans un fonctionnement dont les mécanismes (les fronts thématiques, les fronts de luttes, le Conseil national de campagne) n'existent que parce que les organisations fondatrices en concèdent l'existence.

Il faut trouver, par consensus raisonnable, les formes permettant de faire vivre cette mixité. Je ne vois pas comment éviter la réunion périodique (une fois par trimestre, par semestre ?) d'une structure large regroupant à la fois, et de façon paritaire, les organisations et les représentants des collectifs ou associations locales constituant le Front à la base. Les modes de désignation de cette convention seraient bien sûr à préciser : représentation proportionnelle aux effectifs ou au nombre des groupes de chaque « collègue » ? Cette question serait rendue seconde par la fonction : ladite convention aurait avant tout à débattre de grandes orientations, sans trancher en cas de désaccord.

Par ailleurs, une structure plus légère, plus « exécutive », discuterait de façon plus permanente (hebdomadaire, par exemple) des initiatives nécessaires et des prises de position communes. Dans cette structure, l'obligation du consensus devrait être la règle ; nul ne peut être tenu par une décision qui heurterait sa conviction (pour un individu) ou celle de ses adhérents (pour une organisation). Qui dit consensus dit, d'une certaine manière droit de veto. Voilà une pratique qui n'a pas nécessairement bonne presse et à juste raison. Mais si le droit de veto est la seule manière à court terme d'éviter l'éclatement, je ne serais pas hostile à son acceptation provisoire, en militant par ailleurs pour que ce droit reconnu soit le moins possible utilisé. Au fond, la Troisième République a vécu quelque 65 ans en incluant dans ses lois constitutionnelles un droit de dissolution présidentielle de l'Assemblée... qui ne fut jamais utilisé de 1877 à 1940.

Roger Martelli